

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43 rue du Docteur Duroselle
16000 ANGOULÊME

Angoulême, le 11 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VITINATURE

6 rue du Fief de la Couture - 16130 Genté

Références : 2026_388_UbD16-86_Env16
Code AIOT : 0100274508

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 février 2026 dans l'établissement VITINATURE implanté 6 rue du Fief de la Couture, 16130 Genté. L'inspection a été annoncée le 28/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a profité d'une visite réalisée dans le cadre de l'« Action régionale sur les Produits Chimiques » sur le site de VITINATURE à Genté pour vérifier d'autres points de contrôle en lien avec la rubrique n°4510 sous le régime de la déclaration pour laquelle l'installation est classée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VITINATURE
- Z I DE LA COUTURE 16130 Gente
- Code AIOT : 0100274508
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non
- IED : Non

L'entreprise VITINATURE est une installation de stockage et de vente de produits phytosanitaires, d'engrais et de céréales. Le bâtiment de stockage a été construit en 2001. Au moment de la récolte, les céréales sont en transit sur le site. Elles restent moins de 12 heures.

L'entreprise fait partie du groupe ISIDORE qui possède 24 sites en Charente, Charente-Maritime et Gironde. Un site est présent dans le Loir-et-Cher. Le site est géré par 4 personnes :

- 1 directeur commercial,
- 1 comptable/magasinier,
- 1 technicien,
- 1 chauffeur poids lourds.

Chaque employé dispose d'une certification phytosanitaire.

Le site fonctionne du lundi au vendredi de 8 h à 12 h et de 14 h à 17 h. La plage horaire peut être plus importante et variable au moment de la récolte des céréales.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie, nuisances sonores

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Bruit	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 8.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 1.4	Sans objet
2	Comportement au feu des bâtiments	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.4	Sans objet
3	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 1.1.2	Sans objet
4	Ventilation	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.6	Sans objet
5	Vérifications périodiques des installations électriques	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 3.6	Sans objet
6	Protection individuelle	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 4.1	Sans objet
7	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 4.2	Sans objet
9	Matériel électrique de sécurité	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 4.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les risques contre un incendie sont respectés.

Le seul point non-conforme concerne les mesures de bruit qui n'ont jamais été faites depuis la mise en activité du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le dossier de déclaration ; • les plans tenus à jour ; • « la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ; • les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, lorsqu'ils existent ; • les résultats des dernières mesures sur les effluents et les bruits; • les rapports des visites, les autres documents prévus au titre des points suivants de la présente annexe. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, des services d'incendie et de secours et de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le dossier de déclaration, • le plan du site à jour, • le récépissé de déclaration émis par la sous-préfecture de Cognac en date du 06.04.2016, • le lien informatique permettant d'accéder à l'arrêté ministériel de prescription générale relatif aux ICPE sous le régime de la déclaration pour la rubrique n° 4510 de la nomenclature (l'exploitant explique ce choix pour ne pas gaspiller le papier en raison de

l'évolution de la réglementation),

- les rapports de visites périodiques par un bureau de contrôle.

Dans ce dossier, il manque les résultats des mesures de bruit (fait l'objet du point de contrôle n°8).

Le récépissé de déclaration fait état de la quantité de 50 tonnes pour la rubrique n° 4510 et 4511 (non classée pour cette dernière), 100 tonnes (Non Classé) pour la rubrique 4702-II (engrais ammonitrates) et 1 tonne pour la 4331 (liquides inflammables).

Au 31.12.2024, le site a les quantités suivantes en stock :

- rubrique 4510 : 19,980 t,
- rubrique 4511 : 9,242 t,
- rubrique 4702-II : 0 t,
- rubrique 4331 : 0 t.

Au 31.03.2025, les quantités recensées sont les suivantes :

- rubrique 4510 : 15,4 t,
- rubrique 4511 : 3,28 t,
- rubrique 4702-II : 61,8 t,
- rubrique 4331 : 0 t.

Au 25.02.2026, le site relève les quantités suivantes :

- rubrique 4510 : 14,637 t,
- rubrique 4577 : 6,777 t,
- rubrique 4702-II : 10,8 t,
- rubrique 4331 : 0 t.

Les quantités présentes sont en-dessous des valeurs mentionnées dans le récépissé de déclaration.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Comportement au feu des bâtiments

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement

Prescription contrôlée :

Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré une heure ;
- couverture incombustible ;
- portes intérieures coupe-feu de degré une heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré une heure ;
- matériaux de classe A2 s1 d0, ex. M0 (incombustibles).

Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.

Constats :

Selon l'entreprise de maçonnerie LEDUC M.B.A, les murs et le plancher haut sont en agglomérés de béton avec enduits et sont coupe-feu 1 h.

La couverture est en bac autoportant avec multicouche surmonté de plaque fibrociment. L'ensemble est considéré comme incombustible.

Les portes intérieures ainsi que la porte piétonne donnant sur l'extérieur sont coupe-feu 1 h. Elles sont équipées d'un système de verrouillage.

Le reste de la structure est en matériau incombustible.

Par contre, pour la grande porte métallique épaisse utilisée par le chariot élévateur, l'exploitant ne

<p>peut pas dire si elle est pare-flamme 1 h en raison de l'ancienneté. Il n'a aucune documentation sur cette porte. L'espace extérieur face à cette porte est totalement libre, non encombré. La limite de propriété est distante de 24 m. Le stock de liquide inflammable (maximum 1 t) ne fait pas face à cette porte mais est stocké plutôt à côté contre le mur coupe-feu 2h.</p> <p>Cette ouverture (porte métallique) devrait pouvoir contenir un éventuel incendie le temps d'intervention des pompiers.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Contrôle périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 1.1.2</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Dispositions générales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.</p> <p>Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : "objet du contrôle", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables.</p> <p>Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : "le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure".</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle périodique a été fait par SOCOTEC le 9 octobre 2025. Le précédent, par le même bureau de contrôle a été fait le 27 octobre 2020.</p> <p>Le délai de 5 ans entre chaque contrôle est respecté.</p> <p>Une non-conformité majeure a été relevée : "1 porte sur 3 ne possède pas de PV précisant le caractère coupe-feu de la porte."</p> <p>Le 30 janvier 2026, l'exploitant transmet à l'inspection le certificat de conformité de la porte en question (située entre le local phytosanitaire et le local vestiaire n° 1) attestant qu'elle est coupe-feu 1 heure.</p> <p>Ainsi, les 3 portes piétons donnant accès au local de stockage sont bien coupe-feu 1 heure.</p> <p>Si cela n'est pas fait, l'exploitant doit transmettre le justificatif de degré coupe-feu de la porte au bureau de contrôle SOCOTEC.</p> <p>La prescription est donc respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Ventilation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Aménagement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible et/ou toxique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un filet d'air circule dans le local de stockage entre la base de la grande porte métallique et sous</p>

l'espace entre la toiture en plaques ondulées et le mur. Aucune odeur n'est ressentie en entrant dans ce local. Le local apparaît ventilé naturellement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Vérifications périodiques des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation - Entretien
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés, notamment par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail ou par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications.</p> <p><u>Article 5 de l'AM du 10.10.2000 :</u></p> <p>[...]</p> <p>La périodicité des vérifications est fixée à un an, le point de départ de cette périodicité étant la date de la vérification initiale. Toutefois, le délai entre deux vérifications peut être porté à deux ans par le chef d'établissement, si le rapport précédent ne présente aucune observation ou si, avant l'échéance, le chef d'établissement a fait réaliser les travaux de mise en conformité de nature à répondre aux observations contenues dans le rapport de vérification.</p> <p>[...]</p> <p>Constats :</p> <p>La dernière vérification électrique a été faite par BUREAU VERITAS le 24 novembre 2025. La précédente visite s'est faite par le même bureau le 27 novembre 2025. Le technicien n'a constaté aucune non-conformité.</p> <p>Les prescriptions de ce point de contrôle sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Protection individuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont conservés à proximité de dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.</p> <p>Le personnel est formé à l'emploi de ces matériels.</p> <p>Constats :</p> <p>La formation sur l'utilisation des protections individuelles (combinaison, gants, masques) est faite au niveau du groupe. Ainsi, le personnel est formé tous les 4 ans. La dernière session pour le site de Genté date du 01.04.2022. L'exploitant va organiser une formation des 4 employés de Genté pour cette année.</p> <p>Les formations sont notées individuellement dans un tableau informatique assurant une traçabilité.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
N° 7 : Moyens de secours contre l'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ; d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés et/ou avec les produits de décomposition thermique de ces produits stockés ; d'une réserve de sable meuble et sec adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles ; d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ; un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage ; un système interne d'alerte incendie. <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Constats :</p> <p>Un poteau incendie est positionné au carrefour le plus proche à 62 m de l'installation. La dernière mesure du débit date de 2024. Il a été mesuré à 62 m³/h sous 1 bar.</p> <p>Des extincteurs sont positionnés en différents endroits à l'intérieur comme à l'extérieur du bâtiment de stockage de produits chimiques. Ils sont libres d'accès, non encombrés. La dernière vérification a été faite par ABC FEU le 05.06.2024.</p> <p>Une réserve de sable est disponible avec une pelle.</p> <p>L'alerte des services de secours se fait par l'intermédiaire des téléphones portables.</p> <p>Un plan est disponible pour les services de secours.</p> <p>L'exploitation est équipée d'un neutralisant à poudre adapté aux produits présents.</p> <p>L'installation est équipée d'une alarme incendie par détecteur de fumée.</p> <p>Le système de désenfumage et l'alarme incendie ont été vérifiés par M. GODIN, employé du groupe qui s'occupe de ces éléments le 12.11.2025.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit et vibrations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au sens du présent arrêté, on appelle :</p> <p>Émergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;</p> <p>Zones à émergence réglementée :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la déclaration, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ; les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration ;

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de la déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Pour les installations existantes (déclarées avant le 1er juillet 1998), la date de la déclaration est remplacée, dans la définition ci-dessus des zones à émergence réglementée, par la date du présent arrêté.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d'un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

Constats :

Aucune mesure n'a été faite par l'exploitant depuis la mise en service de l'installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin d'avoir un aperçu du niveau sonore de l'installation en activité, l'exploitant procède à une mesure acoustique.

L'exploitant transmet à l'inspection le rapport des mesures fait par le bureau de mesures.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Matériel électrique de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les parties de l'installation visées au point 4.3 "atmosphères explosives", les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Elles sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Cependant, dans les parties de l'installation où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée, les installations électriques peuvent être constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc, ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.</p> <p>Les tuyauteries ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le hangar de stockage de produits chimiques, il n'y a pas de mur séparant les différentes zones. Le hangar, de grand volume, est ventilé, réduisant le risque d'accumulation de gaz pouvant être à l'origine d'une atmosphère explosive. De plus, celle-ci ne se produirait qu'en cas de déversement ou percement d'un contenant. Ainsi, l'atmosphère potentiellement explosive apparaîtrait avec une faible probabilité et pour une courte durée.</p> <p>Le bureau de vérification BUREAU VERITAS n'a pas relevé de non-conformité à ce sujet lors de son dernier contrôle le 24 novembre 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite